



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DE LA DRÔME**

Valence, le 14 septembre 2018

Direction départementale de la protection des  
populations

Service Protection de l'environnement

Affaire suivie par Sylvie BÉOLET

Tél. : 04 26 52 22 03

Fax : 04 26 52 21 62

courriel : ddpp-env@drome.gouv.fr

Préfecture de la Drôme / Guichet unique  
ICPE

Direction départementale de la protection  
des populations (DDPP)

33 avenue de Romans – BP96

26904 VALENCE CEDEX 9

**DEPARTEMENT DE LA DROME**

**EARL Les Mirailers**

**Instruction d'une demande de modification notable**

**Rapport de l'inspecteur de l'environnement**

Adresse de l'établissement :

EARL Les Mirailers

195 chemin du Gousset

26300 CHATUZANGE LE GOUBET

Activité principale de l'établissement :

Élevage de volailles

Code S3IC de l'établissement :

0526.00229

Pétitionnaires

EARL Les Mirailers (dont le gérant est M. Jacques  
BELLON)

M. Rémy BELLON

## **1. – CONTEXTE**

L'EARL Les Miraillers exploite un élevage de poulets de chair sur la commune de Chatuzange Le Goubet. Il est actuellement composé de 3 bâtiments d'élevage, le V2, V3 et V4 pour une capacité autorisée de 49 100 emplacements de volailles. Cet élevage relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées et de la directive IED n°2010/75/UE, rubriques de la nomenclature n°2111-1 (autorisation volailles) et n°3660 (IED).

L'arrêté d'autorisation d'exploiter en vigueur est actuellement l'arrêté n°03.0565 du 14 février 2003 obtenu après enquête publique pour l'exploitation de quatre bâtiments d'élevage pour une capacité totale de 49100 emplacement. L'exploitant a déclaré officiellement en 2006 l'arrêté du bâtiment V1 sans modification de la capacité autorisée.

Le projet de modification de l'élevage de l'EARL des Miraillers est porté par son gérant, Monsieur Jacques BELLON mais aussi par Monsieur Rémy BELLON. Ce dernier souhaite en effet s'installer en tant qu'agriculteur en production avicole, sur ce site d'élevage.

Ce projet consiste en la construction d'un quatrième bâtiment d'élevage d'une surface totale de 1625 m² implanté à proximité des bâtiments d'élevage de l'EARL des Miraillers et en parallèle du V4. Le bâtiment est à cheval sur la commune de Chatuzange Le Goubet et celle d'Alixan.

Au regard de la réglementation des installations classées, ce projet constitue une modification de l'installation classée existante avec une capacité portée à 84 100 emplacements de volailles. Le dossier de demande de modification a été déposé le 3 août 2018.

## **2. – ANALYSE**

La construction d'un bâtiment d'élevage supplémentaire et la réorganisation des effectifs dans les bâtiments d'élevage entraînent une augmentation d'effectif de 35 000 emplacements (mené seul, ce projet relèverait d'une procédure d'enregistrement), passant de 49 100 à 84 100 emplacements.

Le bâtiment d'élevage projeté est situé en zone A du PLU de Chatuzange le Goubet mais aussi de celui d'Alixan. Le projet est donc compatible avec ces deux PLU.

Le nouveau bâtiment n'entraîne pas le rapprochement de l'établissement vis à vis des tiers les plus proches. La maison d'habitation du tiers la plus proche sera en effet à plus de 200 mètres du futur bâtiment d'élevage V5. Elle sera séparée de ce nouveau bâtiment par les trois bâtiments d'élevage déjà existants.

Des mesures d'aménagement et de fonctionnement sont mises en place pour maîtriser au mieux le risque sanitaire ainsi que le risque incendie.

Le projet est situé à l'écart des secteurs présentant des enjeux spécifiques en matière de patrimoine environnemental, en particulier des sites Natura 2000.

Le cours d'eau le plus proche, le ruisseau des Omis, s'écoule à environ 60 mètres de l'emplacement prévu pour le nouveau bâtiment V5. Le ruisseau Le Bagnol sera à plus de 150 mètres du bâtiment projeté. Il n'y a pas de forage sur le site. Aucune des parcelles du plan d'épandage n'est située dans un périmètre protégé d'un captage.

La totalité des effluents produits sur l'élevage est destinée à être épandue en vue de fertiliser des terres cultivables. Le plan d'épandage réalisé en 2013 a été mis à jour. La SAU destinée à recevoir des épandages a été augmentée. Elle sera de 141,36 ha. Deux agriculteurs mettent à disposition leurs terres. Les communes d'épandage seront au nombre de sept : Chatuzange Le Goubet, Alixan, Bourg de Péage, Charpey, Chabeuil, Étoile sur Rhône, et Montélier.

Les bâtiments d'élevage existants et celui en projet ainsi que toutes les parcelles d'épandage se situent en zones vulnérables à la pollution aux nitrates d'origine agricole. Certaines parcelles d'épandage sont par ailleurs sur l'aire d'alimentation du captage prioritaire des Couleurs à Valence. Les exploitants sont tenus de respecter les textes en

vigueur applicables en zone vulnérables (arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié ainsi que les textes régionaux récemment modifiés<sup>1</sup>).

La mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD) sont par ailleurs obligatoires dans les exploitations de plus de 40 000 emplacements de volailles. Les mesures mises en œuvre sur cette exploitation permettent de diminuer significativement l'impact sur l'environnement notamment sur l'air et dans le sol.

### **3. CARACTERISATION DE LA MODIFICATION NOTABLE PROJETEE :**

Au vu du dossier de demande de modification présenté et conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'inspection considère que le projet d'extension constitue une modification notable non substantielle qui nécessite la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires mais qui ne justifie pas sa présentation en CODERST.

### **4. PROPOSITION DE L'INSPECTION**

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de donner une suite favorable à la demande conjointe de l'EARL Les Mirailers et de Monsieur BELLON Rémy, futur associé de l'EARL, en prenant un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires prenant actes des modifications demandées et dont le projet est joint au présent rapport.

L'inspecteur de l'environnement,

Vu, approuvé et transmis,  
Pour le directeur,  
Le chef du service Protection de l'Environnement

Sylvie BÉOLET

Nicolas VISSAC

---

<sup>1</sup> arrêté régional n°2018-247 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Auvergne Rhône-Alpes et arrêté régional n°2018-248 du 19 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Auvergne-Rhône-Alpes ;